

## Séance du 29 novembre 2016

### Extrait du registre des délibérations du conseil de la communauté de communes

L'an deux mille seize, le vingt-neuf novembre, à vingt heures, les membres du conseil de la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer, légalement convoqués, se sont réunis publiquement salle Arletty, située rue des remparts à Le Palais, sous la présidence de Monsieur Frédéric LE GARS.

|                        |   |   |
|------------------------|---|---|
| Nombre de conseillers  | * Étaient présents :  | A. HUCHET   |
| > en exercice : 23     |   | F. LE GARS, M. COLLIN, P. ENHART, J.-L. GUENNEC, L. HUCHET,         |
| > présents : 15        |   | M.-F. LE BLANC, J. LEMAIRE, M.-C. PERRUCHOT, M. VALLADE             |
| > votants : 19         |   | B. GIARD, C. GUILLOTTE, P. THOMAS                                   |
|                        |   | P. GUÉGAN, Y. LOYER   |
| Date de convocation :  | * Étaient absents excusés (ayant remis pouvoir) :           | V. BERTHO, S. CHANCLU, T. GROLLEMUND, N. NAUDIN                     |
| 22/11/16               | * Étaient absents excusés (n'ayant pas remis pouvoir) :     | P. MAILLET  |
| Date de publication et | * Étaient absents non excusés (n'ayant pas remis pouvoir) : | G. LE CLECH, B. MATEL, M.-L. MATELOT                                |
| d'affichage : 30/11/16 | * Étaient également présents :                              | C. ILLIAQUER, J. FROGER, N. LE ROCH, R. ROSEMAIN, G. CLÉMENT (CCBI) |

### Délibération n° 16-184-B1

#### DÉSIGNATION D'UN SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Vu l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, il convient de désigner un des membres du conseil communautaire pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Madame Marie-Christine PERRUCHOT se porte candidate.

Le conseil communautaire approuve la nomination de Marie-Christine PERRUCHOT comme secrétaire de séance.

### Délibération n° 16-185-B1

#### DÉLÉGATION AU PRÉSIDENT : INFORMATION

Par délibération n° 14-099-45 du 28 avril 2014, le conseil a délégué au président, pour la durée de son mandat, la signature des conventions n'ayant aucun impact financier ou ayant des conséquences financières inférieures ou égales à 15 000 €.

Voici la liste des conventions passées depuis le conseil du 28 septembre 2016 :

| Partenaires                               | Objet  | Date signature | Durée | du         | au         | Montant TTC         | Versement         |
|---|--|----------------|-------|------------|------------|---------------------|-------------------|
| Collège M. Lotte                          | Convention de formation à titre gratuit                        | 29/09/2016     |       | 28/09/2016 |            | 0,00 €              |                   |
| LE GARS Guillaume                         | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 21/09/2016     | 3 js  | 21/09/2016 | 23/09/2016 | 0,00 €              |                   |
| PREVOT Ludvine                            | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 22/09/2016     | 5 js  | 22/09/2016 | 26/09/2016 | 0,00 €              |                   |
| HUCHET Nicolas                            | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 28/09/2016     | 1 jr  | 28/09/2016 | 28/09/2016 | 0,00 €              |                   |
| A Filot Carton                            | Charte de bonnes pratiques prévention et tri des déchets       | 28/09/2016     | 1 an  | 28/09/2016 | 27/09/2017 | réduction 10 % REOM | réception facture |
| C C Pays Bigouden Sud                     | Convention de mise à disposition d'agents à titre gratuit      | 29/09/2016     | 2 js  | 24/10/2016 | 25/10/2016 | 0,00 €              |                   |
| LE GARS Guillaume                         | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 05/10/2016     | 1 jr  | 05/10/2016 | 05/10/2016 | 0,00 €              |                   |
| GERARD Max                                | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 06/10/2016     | 5 js  | 06/10/2016 | 10/10/2016 | 0,00 €              |                   |
| HUCHET Pierre Yves                        | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 10/10/2016     | 1 jr  | 10/10/2016 | 10/10/2016 | 0,00 €              |                   |
| BALUT Michel                              | Mise à disposition du broyeur électrique                       | 11/10/2016     | 2 js  | 11/10/2016 | 12/10/2016 | 0,00 €              |                   |
| Douanes de Nice                           | Convention de téléservices TGAP et Télépaiement                | 12/10/2016     |       |            |            |                     |                   |
| Association sportive du collège Ste Croix | Convention d'occupation exceptionnelle de la salle omnisport   | 13/10/2016     | 3 m   | 03/11/2016 | 09/02/2017 | 0,00 €              |                   |
| Association sportive du collège Ste Croix | Convention d'occupation du terrain de football                 | 13/10/2016     | 3 m   | 03/11/2016 | 09/02/2017 | 0,00 €              |                   |
| Les tempetaires                           | Contrat de location d'une salle à la maison des associations   |                | 1 an  | 01/11/2016 | 31/10/2017 | 292,50 €            | réception titre   |
| Association Broussaille                   | Convention de partenariat                                      |                | 3 ans | 07/10/2016 | 06/10/2019 | 0,00 €              |                   |
| Famille DEVELTER                          | Convention restauration paysagère et écologique pointe de Kerd | 10/06/2016     | 5 ans | 10/06/2016 | 09/06/2021 | 0,00 €              |                   |
| Farago Morbihan                           | Contrat sanitation (prévention/destruction nuisibles) abattoir | 21/11/2016     | 1 an  | 21/11/2016 | 20/11/2017 | 576,00 €            | réception facture |



Le 1<sup>er</sup> juin, suite à la décision de la commission de délégation de service public, un dossier de consultation comprenant un règlement de la consultation et un cahier des charges préfigurant le futur contrat de délégation de service public assorti de ses annexes a été notifié aux trois candidats sus-cités. Initialement, ceux-ci avaient jusqu'au 28 juin 2016, 12 h 00, pour remettre un pli contenant leur offre. Ce délai a été repoussé au mardi 19 juillet 2016, 12 h 00.

La commission de délégation de service public s'est réunie une deuxième fois, le 19 juillet 2016, à 14 h 00, afin de procéder à l'ouverture des plis contenant les offres des candidats.

Deux candidats ont remis une offre dans les délais fixés dans les documents de la consultation (19 juillet 2016, 12 h 00) :

- Les Cars Bleus
- Fal Cars.

La commission, après avoir procédé à l'ouverture des plis et effectué une pré-analyse des offres, a décidé, à l'unanimité de ses membres, de confier à Monsieur le Président de la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer le soin de réaliser un rapport d'analyse des offres.

La commission de délégation de service public s'est une nouvelle fois réunie en date du 4 août 2016. La commission a pris connaissance du rapport d'analyse des offres remis à son attention par le président de la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer. Après avoir procédé à l'analyse des offres, la commission de délégation de service public, a décidé, à l'unanimité de ses membres :

- De s'approprier les termes et conclusions du rapport d'analyse des offres ;
- D'admettre les offres présentées puisqu'elles présentaient toutes deux un niveau de service satisfaisant, suffisant pour admettre les deux candidats à la négociation ;
- De dresser, comme suit, la liste des candidats admis à la négociation :
  - Société LES CARS BLEUS, sise rue Jules Simon, 56360 LE PALAIS ;
  - Société FAL CARS, sise rue Bramel, 56360 LE PALAIS.
- A autorisé l'entrée en négociation avec les candidats sus-cités.

Monsieur le Président a donc décidé d'engager une discussion avec les sociétés LES CARS BLEUS et FAL CARS, comme recommandé par la commission de délégation de service public. La négociation avec les candidats s'est déroulée en cinq phases, du 24 août 2016 au 17 octobre 2016.

Au terme de la phase de négociation et de mise au point du projet de contrat, la société LES CARS BLEUS, a été invitée à confirmer son offre sur la base du projet de contrat mis à jour en tenant compte des discussions intervenues. Le candidat a remis son offre finale le 9 novembre 2016.

Le président propose au conseil communautaire de retenir la société « LES CARS BLEUS » et de lui confier la délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du réseau de transport public pour une durée de 8 ans et 8 mois, à compter du 3 janvier 2017.

## **2 - Conclusion**

---

Il appartient au conseil communautaire de se prononcer sur cette proposition au vu :

- D'une part, du rapport de la commission de délégation de service public présentant la liste des entreprises candidates admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci ;
- D'autre part, du rapport du président présentant les motifs de son choix et l'économie générale du projet de contrat de délégation de service public relative à la gestion et l'exploitation du réseau de transport public de Belle-Île-en-Mer.

### **Aussi,**

Vu les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales;

Vu la délibération par laquelle le conseil communautaire a approuvé le principe de la délégation de service public en date du 17 mars 2016 ;

Vu la décision en date du 4 mai 2016 par laquelle la commission de délégation de service public a présenté son rapport établissant la liste des entreprises admises à présenter une offre ;

Vu la décision en date du 19 juillet 2016 par laquelle la CDSP a procédé à l'ouverture des plis contenant les offres et a chargé Monsieur le Président d'effectuer une première analyse des offres et de lui remettre un rapport ;

Vu la décision en date du 4 août 2016 par laquelle la commission de délégation de service public a rendu un avis positif sur les offres présentées et a décidé de s'approprier les termes du rapport présenté par Monsieur le Président ;

Vu le rapport en date du 10 novembre 2016 par lequel Monsieur le Président présente au conseil communautaire les motifs de son choix et l'économie générale du projet de contrat de délégation de service relative à la gestion et l'exploitation du réseau de transport public de Belle-Île-en-Mer ;

Considérant que le conseil communautaire doit se prononcer sur l'attribution du contrat de délégation de service public ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- 1) Approuve le choix de l'attributaire, opéré en faveur de la société LES CARS BLEUS, offre variante (options obligatoire et facultative retenues) et les motifs associés à ce choix ;
- 2) Approuve l'économie générale du contrat de délégation de service public ;
- 3) Approuve les conditions tarifaires du contrat de délégation de services public telles que rappelées dans le rapport du président, annexé à la présente délibération ;
- 4) Autorise Monsieur le Président à signer le contrat de délégation de service public relatif à la gestion et l'exploitation du réseau de transport public de Belle-Île-en-Mer avec la société LES CARS BLEUS ;
- 5) Dit que le rapport du président au conseil communautaire restera annexé à la présente délibération ;
- 6) Charge Monsieur le Président de l'exécution de la présente délibération.

### **Délibération n° 16-188-D31**

#### **DÉCHETS : FILIÈRE VERRE – CONTRAT DE REPRISE AVEC VERALLIA – BARÈME E**

Le dispositif Eco-Emballages prévoit que les sociétés agréées, comme VERALLIA SAINT-GOBAIN, offrent aux collectivités le bénéfice des soutiens financiers définis dans le barème E.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le président à signer un contrat de reprise option filière « Verre » avec VERALLIA SAINT-GOBAIN (92).

### **Délibération n° 16-189-D3**

#### **DÉCHETS : NOUVEAU BARÈME E – CONTRATS DE REPRISES « OPTIONS FILIÈRES »**

Par délibération n° 11-078-27 du 23 mars 2011, le conseil communautaire a autorisé le président à signer le contrat pour l'action et la performance avec Éco-Emballages, nouveau barème E.

Il convient de passer ensuite les contrats de reprises « options filières » avec les partenaires.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le président à signer un contrat de reprise avec :

- Option filière acier : ARCELOR MITTAL
- Option filière plastique : VALORPLAST
- Option filière papiers-cartons : REVIPAC
- Option filière aluminium : REGEAL AFFIMET

### **Délibération n° 16-190-D**

#### **BUDGET DES DÉCHETS : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2016-01**

Vu l'avis favorable de la commission « Finances » réunie le 28 novembre 2016 ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par 2 « abstentions » et 20 voix « pour », décide, les modifications suivantes au budget primitif 2016 :

1) **Fonctionnement :**

- |  |           |
|--|-----------|
| a) <u>Dépenses :</u>                                       |           |
| 042-675 : Valeurs comptables des éléments d'actifs cédés : | + 2 520 € |
| b) <u>Recettes :</u>                                       |           |
| 042-777 : Quote-part des subventions d'investissement :    | + 5 100 € |
| 77-775 : Produits des cessions d'immobilisation :          | + 1 050 € |

- 2) **Investissement :**
- a) Dépenses :  
040-13913 : Opération d'ordre transfert entre sections – Département : + 5 100 €
- b) Recettes :  
40-2188 : Opération d'ordre de transfert entre sections – Autres : + 2 520 €

### Délibération n° 16-191-C

#### BUDGET DE L'ASSAINISSEMENT : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2016-04

Vu l'avis favorable de la commission « Finances » réunie le 28 novembre 2016 ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par 3 « abstentions » et 19 voix « pour », décide, les modifications suivantes au budget primitif 2016 :

- 1) **Fonctionnement :**
- Recettes :  
042-777 : Quote-part des subventions d'investissement : + 9 100 €
- 2) **Investissement :**
- Dépenses :  
040-1391 : Opération d'ordre transfert entre sections – Département : + 9 100 €

### Délibération n° 16-192-B1

#### COMPTE PRINCIPAL : DÉCISION MODIFICATIVE N° 2016-05

Vu l'avis favorable de la commission « Finances » réunie le 28 novembre 2016 ;

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, par 3 « abstentions » et 19 voix « pour », décide, les modifications suivantes au budget primitif 2016 :

- 1) **Fonctionnement :**
- a) Dépenses :  
012-6411 : Personnel titulaire : + 27 000 €  
012-64131 : Personnel non titulaire : + 13 000 €  
023 : Virement à la section d'investissement : - 83 840 €  
67-673 : Titres annulés sur exercices antérieurs : + 51 040 €
- b) Recettes :  
042-7811 : Reprise sur amortissement des immobilisations : + 7 200 €
- 2) **Investissement :**
- a) Dépenses :  
021 : Virement de la section de fonctionnement : - 83 840 €  
040-28031 : Frais d'études : + 7 200 €
- b) Recettes :  
23-237 : Avances versées sur commande d'immobilisations incorporelles : + 9 600 €

### Délibération n° 16-193-B1

#### INDEMNITÉ DE CONSEIL ALLOUÉE AU COMPTABLE PUBLIC CHARGÉ DES FONCTIONS DE RECEVEUR DES COMMUNES, SYNDICATS ET EPCI

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et liberté des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'État,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Décide :

- De demander le concours du receveur municipal pour assurer des prestations de conseil,
- D'accorder l'indemnité de conseil au taux de 61 % par an,
- Que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Sylvain LIMANTON pour la gestion de l'année 2016.

### **Délibération n° 16-194-B1**

#### **FRAIS DE DÉPLACEMENT : RENCONTRE AVEC LA SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, ESTELLE GRELIER**

Frédéric LE GARS s'est rendu à Paris pour y rencontrer Estelle GRELIER, secrétaire d'État chargée des collectivités territoriales pour évoquer plusieurs sujets dont les bureaux d'information touristique et l'amendement relatif à la dotation spéciale d'insularité le jeudi 20 octobre 2016.

Frédéric LE GARS, compte tenu de cette rencontre hors département et très exceptionnelle, a engagé des dépenses de transport d'un montant total de 231,81 euros.

Le conseil communautaire, appelé à se prononcer sur la prise en charge par la communauté de communes des dépenses précitées. La commission de finances réunie le 28 novembre 2016 a donné un avis favorable.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, par 3 « abstentions », 4 voix « contre » et 15 voix « pour », émet un avis favorable à la prise en charge de ces frais de déplacement. Les justificatifs des dépenses seront joints à l'état de frais.

### **Délibération n° 16-195-B1**

#### **ASSOCIATIONS : FORUM DES MÉTIERS DU PAYS D'AURAY 2017 - DEMANDE DE SUBVENTION**

Info'Sup Bretagne Sud organise le forum des métiers du Pays d'Auray.

Ce forum permet l'amélioration de la connaissance des métiers auprès des publics scolaires, notamment en vue de favoriser l'orientation et l'insertion. Il a été organisé la première fois en 2008 pour répondre à l'attente de l'ensemble des établissements scolaires publics et privés du Pays d'Auray. Compte tenu d'une évaluation positive de ces 8 éditions auprès des publics, des professionnels, des organisateurs et des élus du territoire, l'action va être reconduite en 2017.

Il s'agit d'informer les jeunes collégiens sur les secteurs professionnels et les métiers de façon à enrichir leur connaissance du monde professionnel et de leur permettre d'effectuer un choix d'orientation pertinent.

La session 2017 aura lieu le 25 avril.

Sur l'île, ce sont les collégiens de 4<sup>ème</sup> qui sont concernés.

L'Info'Sup Bretagne Sud sollicite de la CCBI une subvention de 500 € (500 € en 2015).

La commission « Finances » réunie le 28 novembre 2016 a donné un avis favorable étant donné l'intérêt de ce forum et la satisfaction des participants.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'octroyer une subvention de 500 € à Info'Sup Bretagne Sud pour l'organisation du forum des métiers du Pays d'Auray 2017.

### **Délibération n° 16-196-B1**

#### **PERSONNEL : MISE À JOUR DU RÉGIME INDEMNITAIRE**

La délibération n° 16-125-B1 du 27 juillet 2016 est mise à jour.

Monsieur le président rappelle que les fonctionnaires, titulaires et stagiaires ainsi que les agents non titulaires de droit public peuvent, sur décision de l'organe délibérant, percevoir des primes et indemnités en complément de leur traitement indiciaire.

Ce régime indemnitaire ne peut toutefois être plus favorable que celui dont bénéficient les fonctionnaires de l'État exerçant des fonctions équivalentes conformément au principe de parité. Il est obligatoirement fondé soit sur des textes applicables à la fonction publique de l'État soit sur des textes propres à la fonction publique territoriale.

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités du régime indemnitaire en vertu :

- Du code général des collectivités territoriales,
- De la loi n° 83-967 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,
- De la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87, 88, 111 et 136,
- Du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,
- Du décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires,
- Du décret n° 2007-1630 du 19 novembre 2007 modifiant le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires et les décrets n° 2002-62 du 14 janvier 2002 relatif à l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires des administrations centrales et n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires des services déconcentrés,
- Du décret n° 2008-199 du 27 février 2008 relatif à la rémunération des heures supplémentaires de certains fonctionnaires,
- Du décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités d'Administration et de Technicité,
- De l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants de références de l'Indemnité d'Administration et de Technicité,
- Du décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif aux Indemnités Forfaitaires pour Travaux Supplémentaires,
- De l'arrêté du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires des services déconcentrés,
- Du décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009,
- De l'arrêté du 15 décembre 2009,
- Du décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création de l'Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures,
- De l'arrêté du 26 décembre 1997 fixant les montants de référence de l'Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures,
- Du décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'Indemnité Spécifique de Service,
- De l'arrêté du 31 mars 2011 fixant les modalités d'application du décret susvisé,
- Du décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008 relatif à la Prime de Fonctions et de Résultats,
- De l'arrêté du 22 décembre 2008 fixant les montants de référence de la Prime de Fonctions et de Résultats,
- De l'arrêté du 9 février 2011 fixant les corps et emplois bénéficiant de la Prime de Fonctions et de Résultats.

Le président précise ensuite qu'il y a lieu de fixer selon les dispositions prévues par les textes susvisés, le régime indemnitaire des personnels des filières administratives et technique.

Il indique enfin qu'il appartient à l'organe délibérant de fixer dans les limites prévues par les textes précités la nature, les conditions d'attribution (objectifs et critères) et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Les crédits prévus à cet effet seront inscrits au budget de la Communauté de Communes de Belle-Île (chapitre 12).

Monsieur le Président propose d'attribuer au personnel de la collectivité sur les bases définies ci-après les primes et indemnités suivantes, à compter du 1<sup>er</sup> février 2016 :

**A - L'Indemnité Forfaitaire pour Travaux supplémentaires (IFTS)**, aux taux moyens prévus par le décret et l'arrêté du 14 janvier 2002 susvisés, est attribuée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires et les agents non titulaires de la collectivité :

À chaque catégorie est affecté un montant moyen annuel fixé pour les fonctionnaires de l'État par arrêté ministériel et indexé sur la valeur du point de la fonction publique. Ils ont subi une revalorisation au 1<sup>er</sup> octobre 2009 (décret n° 2009-1158 du 30 septembre 2009). Ils sont actuellement les suivants :

| Catégories       | Montant moyen annuel en € |          |
|------------------|---------------------------|----------|
|                  | 01/10/2009                | 01/07/10 |
| 1 <sup>ère</sup> | 1 463,84                  | 1 471,16 |
| 2 <sup>ème</sup> | 1 073,34                  | 1 078,71 |
| 3 <sup>ème</sup> | 853,55                    | 857,82   |

Monsieur le Président expose que l'attribution de l'IFTS vise notamment à prendre en compte le niveau de responsabilité de l'agent et l'importance des sujétions auxquelles il est appelé à faire face dans l'exercice effectif des fonctions.

En plus de ces critères constitutifs prévus par le décret du 14/01/2002 pour les agents de l'État, il précise que l'organe délibérant peut librement définir d'autres critères d'attribution de l'IFTS.

Il rappelle que le montant individuel de l'IFTS susceptible d'être alloué à un agent ne peut dépasser 8 fois le montant moyen annuel affecté à la catégorie dans laquelle est classé son grade et qu'il appartient à l'autorité territoriale de le définir en fonction des critères qui ont été retenus.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil communautaire décide :

- 1) Que le montant moyen annuel est fixé ainsi qu'il suit :
  - cadre d'emploi relevant de la 1<sup>ère</sup> catégorie : 1 471,16 €
  - cadre d'emploi relevant de la 2<sup>ème</sup> catégorie : 1 078,71 €
  - cadre d'emploi relevant de la 3<sup>ème</sup> catégorie : 857,82 €
- 2) Que le coefficient choisi sera compris entre 0 et 8.
- 3) Cette indemnité sera :
  - indexée sur la valeur du point de la fonction publique,
  - mensualisée,
  - revue en cas de variation en fonction du travail fourni et de l'importance des sujétions liées à l'emploi,
  - maintenue en cas de maladie.
- 4) Que l'IFTS sera attribuée aux agents titulaires, stagiaires et non titulaires dans les conditions énoncées ci-dessus pour les cadres d'emplois et grades éligibles suivants :

| Grade – Service   | Montant au 01/07/10 | Coefficient maximum |
|---|---------------------|---------------------|
| Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe – Direction générale | 857,82 €            | 6,290               |

- 5) Le montant individuel sera défini par l'autorité territoriale par application au montant annuel fixé pour la catégorie dans laquelle est classé le grade d'un coefficient compris entre 0 et 8 déterminé en fonction des critères ci-dessus.
- 6) L'attribution de l'IFTS fera l'objet d'un arrêté individuel.

**B - L'Indemnité Horaire pour Travaux supplémentaires (IHTS), dans les conditions définies par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002 modifié par le décret n° 2007-1630 du 19 novembre 2007**

Le versement de ces indemnités est limité à un contingent mensuel de 25 heures par mois et par agent.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- 1) Que l'IHTS sera versée mensuellement et maintenue en cas de maladie.
- 2) Les IHTS peuvent être versées dès lors que les agents exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires. Il s'agit des fonctionnaires titulaires, stagiaires et agents non titulaires de droit public des catégories B et C :

| Grades – Services   | Nbre agents concernés |
|---|-----------------------|
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe - Comptabilité                                | 1                     |
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe - Maisons de sites                            | 3                     |
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe - Accueil / SISE                              | 3                     |
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe - Saisonniers                                 | 2                     |
| Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe - Tennis du Guerch                            | 1                     |
| Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe - Déchets-Accueil-Tourisme                    | 1                     |
| Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe - Chargé de prévention - Arletty    | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe - Restaurant scolaire                             | 13                    |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe - Espaces naturels                                | 5                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe - Abattoir / Atelier / Lait                       | 7                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe - Saisonniers                                     | 4                     |
| Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe - Restaurant scolaire                             | 1                     |
| Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe - Espaces naturels                      | 1                     |
| Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe - Abattoir / Aérodrome / Atelier / Lait | 5                     |
| Animateur - Animateur PLPD  | 1                     |
| Rédacteur - Maisons de sites  | 1                     |
| Rédacteur - RH  | 1                     |
| Rédacteur - SISE  | 1                     |
| Rédacteur principal de 1 <sup>ère</sup> classe - Direction générale                         | 1                     |
| Technicien - Assainissement non collectif   | 2                     |
| Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe - Services techniques                       | 1                     |
| Technicien principal de 2 <sup>ème</sup> classe - Déchets-Assainissement                    | 1                     |



**C - L'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)**, dans les conditions définies par le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002, est attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et aux agents non titulaires relevant des grades ci-après :

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide que :

- 1) Le montant moyen de l'indemnité est calculé, par application à un montant de référence annuel, d'un coefficient multiplicateur de 1 à 8.
- 2) Le montant de référence annuel est indexé sur la valeur du point de la fonction publique.
- 3) L'attribution individuelle, effectuée par arrêté, est modulée pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, du supplément de travail fourni, des sujétions auxquelles le fonctionnaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions ou encore en fonction du temps de travail.
- 4) L'indemnité est versée mensuellement ou annuellement selon indications dans le tableau ci-dessous et sera maintenue en cas de maladie, à partir de 6 mois de présence dans la collectivité.
- 5) L'Indemnité d'Administration et de Technicité sera versée aux agents titulaires, stagiaires ou non titulaires permanents des cadres d'emplois suivants :

| Grades  | Montant au 01/01/13 | Coefficient maximum | Versement | Nbre agents concernés |
|---|---------------------|---------------------|-----------|-----------------------|
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe           | 449,26 €            | 2,761               | annuel    | 8                     |
| Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe           | 464,29 €            | 2,671               | annuel    | 1                     |
| Adjoint administratif principal 2 <sup>ème</sup> classe | 469,65 €            | 2,641               | annuel    | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe               | 449,26 €            | 2,761               | annuel    | 28                    |
| Adjoint technique 1 <sup>ère</sup> classe               | 464,29 €            | 2,671               | annuel    | 1                     |
| Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe     | 476,10 €            | 2,605               | annuel    | 6                     |
| Animateur   | 588,69 €            | 2,107               | annuel    | 1                     |
| Rédacteur jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon             | 588,69 €            | 3,660               | mensuel   | 1                     |
| Rédacteur jusqu'au 5 <sup>ème</sup> échelon             | 588,69 €            | 1,850               | mensuel   | 1                     |

**D - L'Indemnité d'Exercice de Missions des Préfectures (IEMP)**, dans les conditions définies par le décret n° 2012-1457 du 24 décembre 2012, est attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et aux agents non titulaires relevant des grades ci-après :

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide que :

- 1) Les critères obligatoires ci-dessous servent de fondement à l'attribution de l'IEMP :
  - Niveau de responsabilité,
  - Sujétions liées au poste
  - Manière de servir
  - À partir de 6 mois de présence dans la collectivité
- 2) Le montant moyen de l'indemnité est calculé, par application à un montant de référence annuel, d'un coefficient multiplicateur de 0,8 à 3, sachant qu'un coefficient inférieur à 0,8 est admis pour les fonctionnaires territoriaux.
- 3) L'attribution individuelle, effectuée par arrêté, est modulée pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, du supplément de travail fourni, des sujétions auxquelles le fonctionnaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions.
- 4) L'indemnité est versée mensuellement ou annuellement selon indications dans le tableau ci-dessous et maintenue en cas de maladie
- 5) L'Indemnité d'Exercice de Missions des Préfectures sera versée aux agents titulaires, stagiaires ou non titulaires permanents des cadres d'emplois suivants :

| Grades  | Montant au 01/01/13 | Coefficient par grade | Versement | Nbre agents concernés |
|---|---------------------|-----------------------|-----------|-----------------------|
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe | 1 153,00            | 1,095                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe | 1 153,00            | 0,667                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint administratif 2 <sup>ème</sup> classe | 1 153,00            | 1,010                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint administratif 1 <sup>ère</sup> classe | 1 153,00            | 2,164                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe     | 1 143,00            | 2,479                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe     | 1 143,00            | 2,835                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe     | 1 143,00            | 0,146                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe     | 1 143,00            | 3,000                 | mensuel   | 1                     |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe     | 1 143,00            | 1,313                 | mensuel   | 1                     |

|   |          |       |         |   |
|---|----------|-------|---------|---|
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe           | 1 143,00 | 2,950 | mensuel | 1 |
| Adjoint technique 2 <sup>ème</sup> classe           | 1 143,00 | 1,675 | mensuel | 1 |
| Adjoint technique principal 1 <sup>ère</sup> classe | 1 204,00 | 1,067 | mensuel | 1 |
| Rédacteur   | 1 492,00 | 0,832 | annuel  | 3 |
| Rédacteur principal 1 <sup>ère</sup> classe         | 1 492,00 | 0,832 | annuel  | 1 |

**E - La Prime de Service et de Rendement (PSR)**, dans les conditions définies par le décret n° 2009-1558 du 15 décembre 2009 et l'arrêté du 15 décembre 2009, est attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires et aux agents non titulaires relevant des grades suivants : ingénieurs, technicien, supérieurs et contrôleurs de travaux.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide que :

- 1) Les critères obligatoires ci-dessous servent de fondement à l'attribution de la Prime de Service et de Rendement :
  - Niveau de responsabilité,
  - Sujétions liées au poste,
  - Manière de servir,
  - À partir de 6 mois de présence dans la collectivité.
- 2) Le montant individuel ne peut excéder le double du montant annuel de base.
- 3) La prime de service et de rendement est maintenue en cas de maladie.
- 4) L'attribution individuelle, effectuée par arrêté, est modulée pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, du supplément de travail fourni, des sujétions auxquelles le fonctionnaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions.
- 5) La prime est versée mensuellement ou annuellement selon indications dans le tableau ci-dessous.
- 6) La prime sera versée aux agents titulaires, stagiaires ou non titulaires des cadres d'emplois suivants :

| Grades                                       | Montant au 01/06/11 | Coefficient | Versement | Nbre d'agents concernés |
|--|---------------------|-------------|-----------|-------------------------|
| Technicien                                   | 1 010,00            | 0,910       | mensuel   | 2                       |
| Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe | 1 330,00            | 0,980       | mensuel   | 1                       |
| Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe | 1 330,00            | 0,936       | annuel    | 1                       |

**F - L'Indemnité Spécifique de Service (ISS)**, dans les conditions définies par le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 modifié, au profit des cadres d'emplois ires titulaires, stagiaires et aux agents non titulaires relevant des grades suivants : ingénieurs, technicien, supérieurs et contrôleurs de travaux.

Le taux moyen applicable au grade s'obtient en multipliant le taux de base (361,90 €) par le coefficient du grade.

Le crédit global est calculé en multipliant le taux moyen annuel du grade par le nombre de bénéficiaires.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide que :

- 1) Les critères ci-dessous servent de fondement à son attribution :
  - Manière de servir résultant de l'évaluation effectuée lors de la notation annuelle,
  - Niveau de responsabilité,
  - Sujétions du poste,
  - Disponibilité,
  - À partir de 6 mois de présence dans la collectivité.
- 2) L'attribution individuelle, effectuée par arrêté, est modulée pour tenir compte de la manière de servir de l'agent dans l'exercice de ses fonctions, du supplément de travail fourni, des sujétions auxquelles le fonctionnaire est appelé à faire face dans l'exercice effectif de ses fonctions.
- 3) L'indemnité est versée mensuellement ou annuellement selon indications dans le tableau ci-dessous. Elle est maintenue en cas de maladie.
- 4) L'Indemnité Spécifique de Service sera versée aux agents titulaires, stagiaires ou non titulaires permanents des cadres d'emplois suivants :

| Grades                                       | Taux de base | Coefficient du grade | Coefficient de modulation | Montant  | Versement | Nbre agents concernés |
|--|--------------|----------------------|---------------------------|----------|-----------|-----------------------|
| Technicien                                   | 361,90       | 16                   | 21,5 %                    | 1 244,94 | annuel    | 2                     |
| Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe | 361,90       | 16                   | 110,0 %                   | 6 369,44 | mensuel   | 1                     |
| Technicien principal 2 <sup>ème</sup> classe | 361,90       | 16                   | 62,5 %                    | 3 717,44 | mensuel   | 1                     |

**G - La Prime de Fonctions et de Résultats (PFR)**, est instituée pour la filière administrative par le décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008 et peut être allouée aux fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des attachés territoriaux par l'arrêté ministériel n° IOCA1030078A du 9 février 2011.

La prime comprend deux parts, l'une liée aux fonctions et l'autre liée aux résultats. La part « fonctions » tient compte des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées aux fonctions exercées. La part « résultats » tient compte des résultats de l'évaluation individuelle de l'agent et de la manière de servir. Chaque part est affectée d'un montant plafond de référence sur la base duquel est défini le montant individuel attribué à l'agent, en fonction de critères déterminés.

Le montant individuel (somme des deux parts) ne peut excéder le plafond global annuel retenu par les services de l'État, soit au 1<sup>er</sup> janvier 2011 pour les attachés et les secrétaires de mairie : Attaché : 20 100 euros.

### 1) Bénéficiaires et montants plafonds de la Prime de Fonctions et de Résultats :

La prime est allouée, dans la limite du plafond global prévu pour les agents de l'État par le décret n° 2008-1533 et l'arrêté du 9 février 2011 précités, aux fonctionnaires titulaires et stagiaires et aux agents non titulaires relevant du grade suivant : Attachés territoriaux.

Elle est attribuée dans la limite des montants plafonds annuels de référence suivants affectés d'un coefficient de modulation individuelle pour chacune des parts dans la limite d'un coefficient maximum de 6 pour la part annuelle liée aux fonctions et d'un coefficient maximum de 4 pour la part liée aux résultats :

| Cadre d'emplois des attachés territoriaux | Part annuelle liée aux fonctions<br>(= montant plafond annuel de référence) | Part annuelle liée aux résultats<br>(montant plafond annuel de référence) | Plafond global annuel |
|---|---|---|-----------------------|
| Attaché                                   | 2 690 €   | 1 100 €   | 20 100 €              |

### 2) Part liée aux fonctions :

L'attribution de la part « fonctions » dépend du niveau de l'emploi occupé par l'agent. À chaque niveau d'emploi correspond un montant plafond de référence de la part liée aux fonctions à laquelle peut prétendre l'agent.

- La détermination des niveaux d'emplois de la collectivité :

Les emplois figurant sur l'organigramme de la collectivité correspondant au grade d'attaché sont répartis par familles d'emplois correspondant à des niveaux de fonctions, ces derniers sont déterminés sur la base des critères suivants :

| Niveau de responsabilité   | Niveau d'expertise  | Sujétions particulières liées au poste   |
|--|---|--|
| - Prise de décision<br>- Management de service<br>- Encadrement intermédiaire<br>- Animation équipe, réseau<br>- Pilotage de projet, animation des réunions d'élus | - Analyse, synthèse<br>- Diagnostic, prospective<br>- Domaine d'intervention généraliste (polyvalence)<br>- Domaine d'intervention spécifique<br>- Veille juridique | - Surcroît régulier d'activité<br>- Déplacements fréquents<br>- Horaires décalés<br>- Poste isolé<br>- Disponibilité<br>- Relationnel important (élus/public)<br>- Domaine d'intervention à risque (contentieux...)<br>- Poste à relations publiques |

- La détermination des emplois correspondant au grade d'attaché de la collectivité par « famille » d'emplois :

| Famille n° 1<br>Niveau de fonctions "élevé" | Famille n° 2<br>Niveau de fonctions "significatif" | Famille n° 3<br>Niveau de fonctions "standard" |
|---|--|--|
| DGS   | DGA - Espaces naturels                             | Juriste  |

- La détermination des montants plafonds de référence de la part « fonctions »

À chaque famille d'emplois (niveau de fonctions) est attribué un montant de référence dans la limite du montant plafond annuel de référence déterminé pour la part « fonctions » :

| Emplois correspondant au grade d'attaché | Montant plafond de référence | Coefficients de modulation individuelle |
|--|------------------------------|---|
| Famille n° 1                             | 2 750 €                      | 1 à 6                                   |
| Famille n° 2                             | 2 690 €                      | 0 à 4,8                                 |
| Famille n° 3                             | 2 690 €                      | 0 à 3                                   |

Le montant individuel de la part liée aux fonctions est fixé par l'autorité territoriale, en fonction des critères exposés dans la présente délibération, dans la limite du montant de référence prévu pour la famille d'emploi dans laquelle l'emploi occupé par chaque agent est classé.

- La détermination du crédit global de la part « fonctions »

Le crédit global prévu pour la part liée aux fonctions est calculé en multipliant, pour chaque famille d'emploi, le montant plafond de référence et par le nombre de bénéficiaires.

| Emplois correspondant au grade d'attaché | Effectif | Crédit global  |
|--|----------|--|
| Famille n° 1                             | 1        | Montant plafond de référence x 6 x 1 soit 16 500,00 €    |
| Famille n° 2                             | 1        | Montant plafond de référence x 3,413 x 1 soit 9 180,97 € |
| Famille n° 3                             | 1        | Montant plafond de référence x 0,941 x 1 soit 2 531,29 € |
| <b>TOTAL</b>                             | <b>3</b> | <b>28 212,26 €</b>                                       |

Le versement de la part « fonctions » fera l'objet d'un versement mensuel.

### 3) Part liée aux résultats :

L'attribution de la part « résultats » dépend de la manière dont l'agent occupe son emploi ; elle est déterminée d'après les résultats de l'évaluation individuelle et selon la manière de servir.

Les résultats de l'évaluation individuelle sont appréciés au regard des éléments suivants :

|  |   |
|--|---|
| - Efficacité dans l'emploi / Réalisation des objectifs<br>- Développement des compétences professionnelles et techniques | - Qualités relationnelles<br>- Capacités d'encadrement ou à exercer des fonctions supérieures |
|--|---|

La manière de servir de l'agent s'apprécie dans le cadre de la procédure d'évaluation individuelle et par une appréciation au regard des critères suivants :

|   |  |
|---|--|
| - Expérience professionnelle<br>- Implication dans le travail<br>- Capacité d'initiative<br>- Positionnement à l'égard des collaborateurs<br>- Positionnement à l'égard de la hiérarchie<br>- Relation avec le public | - Respect des valeurs du service public (continuité, mutabilité, égalité, sens de l'intérêt général)<br>- Respect de la déontologie du fonctionnaire<br>- Réactivité / Adaptabilité<br>- Sens de l'écoute, du dialogue<br>- Rigueur, ponctualité |
|---|--|

- La détermination des montants plafonds de référence de la part « résultats »

Les résultats de l'évaluation individuelle et celle de la manière de servir permettent d'apprécier le niveau de satisfaction par rapport à la qualité du travail accompli. À chaque niveau de satisfaction correspond un montant de référence dans la limite du montant plafond annuel de référence déterminé pour la part liée aux résultats.

#### Grille d'appréciation du niveau de satisfaction et montants correspondants pour le grade d'attaché :

| Appréciation des résultats de l'évaluation individuelle et de la manière de servir | Montant plafond de référence | (le cas échéant)<br>Coefficients de modulation individuelle |
|--|------------------------------|---|
| Agent très satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions                    | 1 100 €                      | 0 à 3,6   |
| Agent satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions                         | 1 000 €                      | 0 à 3,6   |
| Agent peu satisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions                     | 900 €                        | 0 à 3,6   |
| Agent insatisfaisant dans l'accomplissement de ses fonctions                       | 800 €                        | 0 à 3,6   |

Le montant individuel de la part liée aux résultats est fixé par l'autorité territoriale dans la limite du montant de référence correspondant au niveau de satisfaction de l'agent déterminé au regard des critères exposés dans la présente délibération.

- La détermination du crédit global de la part « résultats »

Le crédit global prévu pour la part liée aux résultats est calculé en multipliant, pour chaque grade, le montant de référence maximum et par le nombre de bénéficiaires potentiels.

#### Crédit global part résultats, grade d'attaché :

| Montant plafond de référence | Effectif | Crédit global  |
|------------------------------|----------|--|
| 1 100 €                      | 3        | Montant plafond de référence x 3 x 3,6 soit 11 880 € |

Le versement de la part « résultats » se fera annuellement.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide, à l'unanimité :

- 1) D'attribuer la Prime de Fonctions et de Résultats dans les conditions exposées par la présente délibération ;
- 2) De charger l'autorité territoriale de fixer les montants individuels selon les critères définis ci-dessus dans la limite du crédit global ainsi que des plafonds des coefficients de modulation individuelle maximum déterminés.

# Délibération n° 16-197-B1

## **PERSONNEL : MISE EN PLACE DU RIFSEEP**

Le président rappelle à l'assemblée :

VU le code général des collectivités territoriales

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État,

VU le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

VU la circulaire du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'avis du comité technique en date du 28 novembre 2016

CONSIDÉRANT qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution des indemnités, il est proposé d'instituer un régime indemnitaire composé de deux parts selon les modalités ci-après.

Le président propose à l'assemblée :

### **Article 1 : Bénéficiaires**

Pour la part fixe dénommée « Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise » (IFSE) :

1) Bénéficiaire du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération :

- Les fonctionnaires titulaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les fonctionnaires stagiaires à temps complet, temps non complet ou à temps partiel
- Les agents contractuels de droit public à temps complet, temps non complet ou à temps partiel qui occupent un emploi permanent ;

2) Ne bénéficient pas des dispositions prévues par la présente délibération :

- Les agents de droit privé (apprentis, emplois d'avenir...)
- Les vacataires tels qu'entendus aux articles 3 et 3-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Pour la part variable dénommée « Complément Indemnitaire Annuel » (CIA), l'ensemble des bénéficiaires de l'IFSE bénéficient du CIA, sous réserve de justifier d'une présence de 6 mois consécutifs dans la collectivité.

Compte tenu de la parution des décrets d'application, le RIFSEEP bénéficie aux agents relevant des cadres d'emplois territoriaux suivants : Attachés, rédacteurs, adjoints administratifs, animateurs et techniciens.

Il est entendu que l'IFSE et le CIA remplaceront progressivement les primes actuellement versées aux agents relevant des cadres des adjoints techniques et des agents de maîtrise en fonction de la parution des arrêtés déclinant l'IFSE et le CIA aux corps de référence.

Si de nouveaux grades, non listés ci-dessus, sont créés dans l'établissement, le régime indemnitaire leur sera étendu automatiquement selon leur catégorie hiérarchique et leurs fonctions.

L'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE et le CIA par arrêté à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel maximum du groupe de fonctions.

### **Article 2 : Parts et plafonds**

Le régime indemnitaire est composé de deux parts, la part fixe (IFSE) est notamment liée aux fonctions et la part variable (CIA) est liée à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

La somme des deux parts ne peut dépasser le plafond global des primes octroyées aux agents de l'État.

La part variable ne peut excéder 50 % du montant global des primes attribué au titre du RIFSEEP.

Les plafonds applicables à chacune de ces parts ainsi que le nombre de groupes sont définis à l'annexe 1 de la présente délibération.

Le nombre de groupes de fonctions ainsi que le plafond global (la somme des deux parts) applicable sont systématiquement et automatiquement ajustés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

### Article 3 : Définition des groupes et des critères

- 1) Définition des groupes de fonction : Les fonctions d'un cadre d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :
- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
  - Technicité, expertise et qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
  - Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Le nombre de groupes de fonctions est fixé pour chaque cadre d'emplois en fonction du nombre de groupes fixé pour le corps d'emplois de référence.

- 2) Définition des critères pour la part fixe (IFSE) : La part fixe tiendra compte des critères ci-après :

- Le groupe de fonctions
- Le niveau de responsabilité
- Le niveau de technicité de l'agent
- Les sujétions spéciales
- L'expérience professionnelle.

Elle fera l'objet d'un réexamen à chaque changement de fonction ou de grade. En l'absence de changement, le réexamen intervient tous les trois ans.

Le cas échéant, la part fixe (I.F.S.E) est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- La GIPA,
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, permanences, ...),
- La prime de responsabilité versée au DGS.

- 3) Définition des critères pour la part variable (CIA) : Le complément indemnitaire annuel tient compte des éléments suivants appréciés dans le cadre de la procédure d'évaluation professionnelle :

- Le groupe de fonction
- L'appréciation générale
- La réalisation des objectifs
- Les critères d'évaluation définis dans la fiche d'évaluation.

### Article 4 : Modalités de versement

La part fixe est versée mensuellement.

La part variable est versée annuellement au regard de la fiche d'évaluation issue de l'entretien professionnel, elle n'est pas reconduite automatiquement d'une année sur l'autre. L'attribution de cette part dépend de la manière dont l'agent occupe son emploi, elle est déterminée d'après les résultats de l'évaluation professionnelle et selon la manière de servir.

Le montant individuel de la part variable est fixé par l'autorité territoriale dans la limite du montant de référence correspondant au niveau de satisfaction de l'agent déterminé au regard des critères exposés dans la présente délibération.

| Appréciation des résultats de l'évaluation individuelle et de la manière de servir     | Critères  | Coefficients de modulation individuelle |
|--|---|---|
| <b>Agent satisfaisant ou très satisfaisant</b> dans l'accomplissement de ses fonctions | <i>L'ensemble des critères est "satisfaisant" ou "supérieur aux attentes"</i>                 | 100 %                                   |
| <b>Agent moyennement satisfaisant</b> dans l'accomplissement de ses fonctions          | <i>¾ au moins des critères sont indiqués comme "satisfaisant" ou "supérieur aux attentes"</i> | 75 %                                    |
| <b>Agent peu satisfaisant</b> dans l'accomplissement de ses fonctions                  | <i>La moitié au moins des critères est "satisfaisant" ou "supérieur aux attentes"</i>         | 50 %                                    |
| <b>Agent insatisfaisant</b> dans l'accomplissement de ses fonctions                    | <i>Moins de la moitié des critères est "satisfaisant" ou "supérieur aux attentes"</i>         | 0 %                                     |

Le montant de la part fixe et de la part variable est proratisé dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps partiel, temps non complet, demi-traitement.

### Article 5 : Sort des primes en cas d'absence

- 1) La part fixe :

Cette part est maintenue en cas d'absence liée à un congé de maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou d'adoption. De même, elle est maintenue aux agents bénéficiant d'une décharge partielle ou totale de service pour activité syndicale.

La part fixe suit le sort du traitement en cas d'absence liée à une maladie ordinaire, à un accident de service, à un congé de longue maladie ou à un congé de longue durée.

Le versement de la part fixe est suspendu en cas de maintien en surnombre et de suspension de fonctions.

Les attributions individuelles de la part fixe et de la part variable feront l'objet d'un arrêté de l'autorité territoriale.

## 2) La part variable :

Cette part est maintenue en cas d'absence liée à un congé de maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou d'adoption. De même, elle est maintenue aux agents bénéficiant d'une décharge partielle ou totale de service pour activité syndicale.

La part variable suit le sort du traitement en cas d'absence liée à un accident de service, à un congé de longue maladie, à un congé de longue durée.

Le montant global de cette part est réduit de 1/12ème pour chaque fraction de 30 jours d'absence pour congé de maladie ordinaire dans la même année civile.

Ce montant est réduit proportionnellement au nombre de jours d'absence liés à un maintien en surnombre ou à une suspension de fonctions.

## **Article 6 : Maintien à titre personnel**

Le montant mensuel dont bénéficiait l'agent en application des dispositions réglementaires antérieures peut être maintenu, à titre individuel, lorsque le montant total de ses primes se trouve diminué suite à la mise en place du RIFSEEP.

## **Article 7 :**

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide d'adopter le régime indemnitaire ainsi proposé à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité.

Les délibérations relatives au régime indemnitaire sont abrogées, sous réserve de l'application de l'article 6.



## **Annexe à la délibération n° 16-197-B1**

### **RIFSEEP - Groupes de fonction et montants de référence**

|                                     |                                     | IFSE                                |   |   |  |                   |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---|---|--|-------------------|
| Catégorie A                         | Attaché                             |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction générale  | Direction Générale Adjointe                                 | Chiefs de service ou de structure                  | Chargé de mission |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 36 210 €  | 32 130 €  | 25 300 €   | 20 400 €          |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   | 622 €  | 622 €             |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 20 400 €  | 20 400 €  | 20 400 €   | 20 400 €          |
| Catégorie B                         | Technicien                          |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction de pôle/Chef de service                                       | Poste de coordination                                       | Poste d'instruction avec expertise et/ou autonomie |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 11 080 €  | 11 080 €  | 10 300 €   |                   |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   | 622 €  |                   |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 10 300 €  | 10 300 €  | 10 300 €   |                   |
|                                     | Rédacteur / Animateur               |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction de pôle/Chef de service                                       | Poste de coordination                                       | Poste d'instruction avec expertise et/ou autonomie |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 17 480 €  | 16 018 €  | 14 650 €   |                   |
| Montant annuel minimum collectivité |                                     | 622 €                               | 622 €   | 622 €   |  |                   |
|                                     | Montant maximum collectivité        | 11 400 €                            | 11 400 €  | 11 400 €  |  |                   |
| Catégorie C                         | Adjoint administratif               |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Chef d'équipe, poste d'instruction/d'exécution avec expertise/autonomie | Tous les autres fonctions qui ne sont pas dans le groupe 1. |  |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 11 540 €  | 10 800 €  |  |                   |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   |  |                   |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 10 300 €  | 10 300 €  |  |                   |
|                                     | Adjoint technique/Agent de maîtrise |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Chef d'équipe, poste d'instruction/d'exécution avec expertise/autonomie | Tous les autres fonctions qui ne sont pas dans le groupe 1. |  |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 11 310 €  | 10 800 €  |  |                   |
| Montant annuel minimum collectivité |                                     | 622 €                               | 622 €   |   |  |                   |
|                                     | Montant maximum collectivité        | 10 300 €                            | 10 300 €  |   |  |                   |

|                                     |                                     | CIA                                 |   |   |  |                   |
|-------------------------------------|-------------------------------------|-------------------------------------|---|---|--|-------------------|
| Catégorie A                         | Attaché                             |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction générale  | Direction Générale Adjointe                                 | Chiefs de service ou de structure                  | Chargé de mission |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 6 300 €   | 5 670 €   | 4 300 €  | 3 600 €           |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   | 622 €  | 622 €             |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 3 600 €   | 3 600 €   | 3 600 €  | 3 600 €           |
| Catégorie B                         | Technicien                          |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction de pôle/Chef de service                                       | Poste de coordination                                       | Poste d'instruction avec expertise et/ou autonomie |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 1 020 €   | 1 310 €   | 1 400 €  |                   |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   | 622 €  |                   |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 1 400 €   | 1 400 €   | 1 400 €  |                   |
|                                     | Rédacteur / Animateur               |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Direction de pôle/Chef de service                                       | Poste de coordination                                       | Poste d'instruction avec expertise et/ou autonomie |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 2 580 €   | 2 185 €   | 1 805 €  |                   |
| Montant annuel minimum collectivité |                                     | 622 €                               | 622 €   | 622 €   |  |                   |
|                                     | Montant maximum collectivité        | 1 400 €                             | 1 400 €   | 1 400 €   |  |                   |
| Catégorie C                         | Adjoint administratif               |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Chef d'équipe, poste d'instruction/d'exécution avec expertise/autonomie | Tous les autres fonctions qui ne sont pas dans le groupe 1. |  |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 1 260 €   | 1 200 €   |  |                   |
|                                     |                                     | Montant annuel minimum collectivité | 622 €   | 622 €   |  |                   |
|                                     |                                     | Montant maximum collectivité        | 1 200 €   | 1 200 €   |  |                   |
|                                     | Adjoint technique/Agent de maîtrise |                                     | Groupe 1  | Groupe 2  | Groupe 3   | Groupe 4          |
|                                     |                                     | Emploi(s) correspondant(s)*         | Chef d'équipe, poste d'instruction/d'exécution avec expertise/autonomie | Tous les autres fonctions qui ne sont pas dans le groupe 1. |  |                   |
|                                     |                                     | Plafond réglementaire               | 1 260   | 1 200   |  |                   |
| Montant annuel minimum collectivité |                                     | 622 €                               | 622 €   |   |  |                   |
|                                     | Montant maximum collectivité        | 1 200 €                             | 1 200 €   |   |  |                   |



## Délibération n° 16-198-N1

### PERSONNEL : SUPPRESSION D'UN EMPLOI

Le président, au regard des textes suivants :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 34,

VU les crédits inscrits au budget,

VU l'avis favorable du comité technique local en date du 28 novembre 2016 ;

CONSIDÉRANT que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services ;

COMPTE TENU que la collectivité doit optimiser son organisation afin de mieux répondre à l'intérêt du public et aux besoins des usagers dans un contexte budgétaire contraint ;

COMPTE TENU que le fonctionnement optimisé a été approuvé par le comité technique local le 28 novembre 2016 ;

Il convient de supprimer un emploi de rédacteur.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

1) Décide la suppression l'emploi suivant :

| Emploi                            | Grade     | Catégorie | Services         | Durée hebdo. |
|-----------------------------------|-----------|-----------|------------------|--------------|
| Coordnatrice des maisons de sites | Rédacteur | B         | Espaces naturels | TC           |

2) Décide de modifier comme suit le tableau des emplois :

| Services techniques               |           |           |                 |                 |              |
|-----------------------------------|-----------|-----------|-----------------|-----------------|--------------|
| Emploi                            | Grade     | Catégorie | Ancien effectif | Nouvel effectif | Durée hebdo. |
| Coordnatrice des maisons de sites | Rédacteur | B         | 1               | 0               | TC           |

3) Décide d'inscrire au budget les crédits correspondants.

## Délibération n° 16-199-A/N1

### PERSONNEL : CRÉATION DE DEUX EMPLOIS PERMANENTS (emploi ayant vocation à être occupé par un fonctionnaire) : ADJOINTS ADMINISTRATIF & TECHNIQUE DE 2<sup>ème</sup> CLASSE (temps complet)

Le président rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

Le président indique que le comité technique local a donné un avis favorable le 28 novembre 2016 sur la réorganisation des services qui s'appuie sur une répartition optimisée des missions. Il précise que la création des emplois correspond à la transformation de deux postes conçue pour mieux répondre aux besoins des usagers et du public. Il ajoute que ces emplois correspondent aux grades de :

| Emploi                            | Grade                                       | Catégorie | Filière        | Durée hebdo. |
|-----------------------------------|---|-----------|----------------|--------------|
| Coordinateur des maisons de sites | Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe | C         | Administrative | TC annualisé |
| Technicien ANC                    | Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe     | C         | Technique      | TC annualisé |

Le président propose au conseil communautaire de créer les deux emplois décrits ci-dessus et de rectifier en conséquence le tableau des effectifs, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide de :


1) Créer deux emplois relevant des grades de :

| Emploi                            | Grade                                       | Catégorie | Filière        | Durée hebdo. |
|-----------------------------------|---|-----------|----------------|--------------|
| Coordinateur des maisons de sites | Adjoint administratif 2 <sup>e</sup> classe | C         | Administrative | TC annualisé |
| Technicien ANC                    | Adjoint technique 2 <sup>e</sup> classe     | C         | Technique      | TC annualisé |

2) Modifier en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexe ;

3) Décide d'inscrire au budget du compte principal les crédits correspondants.

### Annexe à la délibération n° 16-199-A/N1

|  <b>TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/01/2017</b> |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
|--|-----------------|------------------|---------------|---------------|-------------------------------------|--|------------------|
| <b>Emplois non permanents</b>  |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| <b>FILIÈRE TECHNIQUE</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| Emplois prévus   | Emplois pourvus | Temps de travail | Statut        |               | Service                             | Fonction   |                  |
|  |                 |                  | Prévu         | Pourvu        |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | 20/35            | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Aide cuisine   |                  |
| 1  | 1               | 20/35            | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Agent de service   |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 1  | 1               | 8/35             | Non titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire               | Surveillant  |                  |
| 11   | 11              | TOTAL            |               |               |                                     |  | <b>11 agents</b> |
| <b>Emplois permanents</b>  |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| <b>FILIÈRE ADMINISTRATIVE</b>  |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| Emplois prévus   | Emplois pourvus | Temps de travail | Statut        |               | Service                             | Fonction   |                  |
|  |                 |                  | Prévu         | Pourvu        |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Attaché</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Titulaire     | Administratif                       | DGS  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Titulaire     | Administratif/Espaces naturels      | DGA / Responsable du service espaces nat. / Communication / Tourisme |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Non titulaire | Administratif                       | Responsable des affaires juridiques / Marchés publics                |                  |
|  | 3               | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| 3  |                 | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Titulaire     | Administratif                       | Secrétariat direction/RH   |                  |
|  | 1               | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| 1  |                 | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Rédacteur</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Titulaire     | Administratif                       | Responsable du service SISE  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Stagiaire     | Administratif                       | Responsable des ressources humaines                                  |                  |
|  | 2               | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| 2  |                 | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Adjoint administratif principal de 2<sup>ème</sup> classe</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | TC               | Titulaire     | Titulaire     | Administratif                       | Chargé de prévention / Arletty                                       |                  |
|  | 1               | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| 1  |                 | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| <b>Grade → Adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe</b>   |                 |                  |               |               |                                     |  |                  |
| 1  | 1               | 80%              | Titulaire     | Titulaire     | Administratif/Déchets               | REOM / Taxe séjour / Accueil / Secrétariat ANC                       |                  |
| 1  | 1               | 27/35e           | Titulaire     | Titulaire     | Complexe sportif / Restau. scolaire | Accueil / Régisseur / Surveillant                                    |                  |
|  | 2               | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |
| 2  |                 | TOTAL            |               |               |                                     |  |                  |

| <b>Grade → Adjoint administratif de 2<sup>ème</sup> classe</b> |   |       |           |               |                  |                                   |
|--|---|-------|-----------|---------------|------------------|-----------------------------------|
| 1  | 1 | TC    | Titulaire | Stagiaire     | Administratif    | Comptabilité                      |
| 1  | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire     | Administratif    | Accueil / Régisseur (3 régies)    |
| 1  | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire     | Administratif    | Accueil / Animateur SISE          |
| 1  | 1 | TC    | Titulaire | Non titulaire | Administratif    | Accueil / Animateur SISE          |
| 1  | 1 | TC    | Titulaire | Stagiaire     | Espaces naturels | Coordinateur des maisons de sites |
| 1  | 1 | 32/35 | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels | Garde animateur de sites          |
| 1  | 1 | 32/35 | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels | Garde animateur de sites          |
| 1  | 1 | 28/35 | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels | Garde animateur de sites          |
|  | 8 | TOTAL |           |               |                  |                                   |
| 8  |   |       |           |               |                  |                                   |

### FILIERE ANIMATION

| Emplois prévus | Emplois pourvus | Temps de travail | Statut    |               | Service | Fonction      |
|----------------|-----------------|------------------|-----------|---------------|---------|---------------|
|                |                 |                  | Prévu     | Pourvu        |         |               |
| 1              | 1               | TC               | Titulaire | Non titulaire | Déchets | Animateur PLP |
|                | 1               | TOTAL            |           |               |         |               |
| 1              |                 |                  |           |               |         |               |

### FILIERE TECHNIQUE

| Emplois prévus | Emplois pourvus | Temps de travail | Statut    |           | Service      | Fonction  |
|----------------|-----------------|------------------|-----------|-----------|--------------|---|
|                |                 |                  | Prévu     | Pourvu    |              |   |
| 1              | 1               | TC               | Titulaire | Titulaire | Déchets/Asst | Responsable des services Déchets/Assainissement/Eau |
| 1              | 1               | TC               | Titulaire | Titulaire | Technique    | Responsable des services techniques                 |
|                | 2               | TOTAL            |           |           |              |   |
| 2              |                 |                  |           |           |              |   |

### Grade → Technicien

| Emplois prévus | Emplois pourvus | Temps de travail | Statut    |               | Service | Fonction         |
|----------------|-----------------|------------------|-----------|---------------|---------|------------------|
|                |                 |                  | Prévu     | Pourvu        |         |                  |
| 1              | 1               | TC               | Titulaire | Non titulaire | A N C   | Technicien SPANC |
|                | 1               | TOTAL            |           |               |         |                  |
| 1              |                 |                  |           |               |         |                  |

### Grade → Adjoint technique principal de 1<sup>ère</sup> classe

|   |   |       |           |           |                     |   |
|---|---|-------|-----------|-----------|---------------------|---|
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Abattoir/Technique  | Technicien en atelier d'abattage/Polyvalent |
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Aérodrome           | Gardien / AFIS                              |
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Espaces naturels    | Garde du littoral                           |
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Lait                | Chauffeur PL                                |
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Services techniques | Polyvalent                                  |
| 1 | 1 | TC    | Titulaire | Titulaire | Technique           | Mécanicien / Chauffeur PL                   |
|   | 6 | TOTAL |           |           |                     |   |
| 6 |   | TOTAL |           |           |                     |   |

### Grade → Adjoint technique de 1<sup>ère</sup> classe

|   |   |       |           |           |                       |                   |
|---|---|-------|-----------|-----------|-----------------------|-------------------|
| 1 | 1 | 32/35 | Titulaire | Titulaire | Restauration scolaire | Second de cuisine |
|   | 1 | TOTAL |           |           |                       |                   |
| 1 |   |       |           |           |                       |                   |

### Grade → Adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe

|    |    |         |           |               |                       |   |
|----|----|---------|-----------|---------------|-----------------------|---|
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Stagiaire     | Restauration scolaire | Chef de cuisine                                       |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Abattoir              | Technicien en atelier d'abattage/Chargé de prévention |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Abattoir/Technique    | Technicien en atelier d'abattage/Polyvalent           |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Abattoir/Technique    | Bovier/Polyvalent                                     |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Abattoir/Technique    | Bovier/Polyvalent                                     |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels      | Encadrant chantier nature                             |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Stagiaire     | Espaces naturels      | Garde technicien                                      |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels      | Garde du littoral                                     |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels      | Garde du littoral                                     |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Espaces naturels      | Garde du littoral                                     |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Lait                  | Chauffeur PL  |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Technique             | Mécanicien  |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Titulaire     | Technique             | Ouvrier bâtiment/Polyvalent                           |
| 1  | 1  | TC      | Titulaire | Stagiaire     | ANC                   | Technicien ANC  |
| 1  | 1  | 25,5/35 | Titulaire | Titulaire     | Restauration scolaire | Agent de service/Polyvalent                           |
| 1  | 0  | 20/35   | Titulaire | Non titulaire | Restauration scolaire | Agent de service                                      |
|    | 15 | TOTAL   |           |               |                       |   |
| 16 |    |         |           |               |                       |   |

43 agents

|                        |   |   |
|------------------------|---|---|
| Nombre de conseillers  | * Étaient présents :  | A. HUCHET, M.-L. MATELOT  |
| > en exercice : 23     |   | F. LE GARS, M. COLLIN, P. ENHART, J.-L. GUENNEC, L. HUCHET,         |
| > présents : 17        |   | M.-F. LE BLANC, G. LE CLECH, J. LEMAIRE, M.-C. PERRUCHOT,           |
| > votants : 21         |   | M. VALLADE  |
| Date de convocation :  |   | B. GIARD, C. GUILLOTTE, P. THOMAS                                   |
| 22/11/16               |   | P. GUÉGAN, Y. LOYER   |
| Date de publication et | * Étaient absents excusés (ayant remis pouvoir) :           | V. BERTHO, S. CHANCLU, T. GROLLEMUND, P. MAILLET, N. NAUDIN         |
| d'affichage : 05/12/16 | * Étaient absents non excusés (n'ayant pas remis pouvoir) : | B. MATEL  |
|                        | * Étaient également présents :                              | C. ILLIAQUER, J. FROGER, N. LE ROCH, R. ROSEMAIN, G. CLÉMENT (CCBI) |

## Délibération n° 16-200-B3

### BAIL À FERME : VALLON DE KERVILAHOUEN À BANGOR - PARCELLE YA 65

Le 1<sup>er</sup> octobre 2014, devant Maître LELOUP, la communauté de communes a acheté un terrain sis dans le vallon de Kervilahouen sur la commune de Bangor aux consorts JARNO entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques. Cette parcelle est inscrite au cadastre sous le numéro YA 65, a une surface égale à 1 ha 48 a 00 ca soit 18 400 m<sup>2</sup>. Elle a été achetée parce qu'elle avait été retenue dans le cadre du schéma directeur d'assainissement approuvé en conseil communautaire le 18 décembre 2008 et selon le principe de la déconnexion de Bangor (de la station d'épuration de Bruté) qui avait été acté. Deux nouvelles installations de traitement devaient voir le jour au niveau de Borthémont et du vallon de Kervilahouen afin de traiter les eaux usées collectées sur la commune de Bangor. Le conseil réuni le 20 septembre 2013 a permis l'acquisition de cette emprise pour la somme de 5 500 €uros net vendeur (soit 0,30 €uros par m<sup>2</sup>) à laquelle il convient d'ajouter des frais notariaux de 916,04 €. Suite à quatre réunions qui se sont tenues en mairie de Bangor, il a été décidé d'exclure, entre autres, les terrains agricoles. Aussi, ce terrain a-t-il fait l'objet d'un déclassement du budget de l'assainissement vers le compte principal lors du conseil du 28 septembre 2016.

Par courrier reçu le 19 septembre 2016 à la communauté de communes, Anthony COLLIN, domicilié sur la commune de Bangor, demande à louer cette terre agricole attenante à celle qu'il possède déjà afin d'agrandir la superficie exploitée pour son élevage (n° 56 009 012) et offrir ainsi à ses bovins de race « Pie noir » un pâturage régulier ou d'y faire du foin. Anthony COLLIN rappelle que son élevage adhère au programme de l'Union de Bretagne Pie Noir (UBPN).

Par courrier déposé par Sébastien CHANCLU au président au début de la réunion de la commission agricole du 18 octobre 2016, le GAEC CHANCLU, qui exploite cette parcelle depuis plusieurs années, exprime son souhait de continuer à le faire.

La commission agricole propose de la louer la parcelle au GAEC CHANCLU.

Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise le président à signer un bail à ferme avec le GAEC CHANCLU, Kerguérolé - 56360 BANGOR pour la location de la parcelle YA 65 sise au vallon de Kervilahouen sur la commune de Bangor, d'une contenance de 1 ha 48 a, au prix de 50 €/hectare.

|                        |   |   |
|------------------------|---|---|
| Nombre de conseillers  | * Étaient présents :  | A. HUCHET, M.-L. MATELOT  |
| > en exercice : 23     |   | F. LE GARS, M. COLLIN, P. ENHART, J.-L. GUENNEC, L. HUCHET,         |
| > présents : 17        |   | M.-F. LE BLANC, G. LE CLECH, J. LEMAIRE, M.-C. PERRUCHOT,           |
| > votants : 22         |   | M. VALLADE  |
| Date de convocation :  |   | B. GIARD, C. GUILLOTTE, P. THOMAS                                   |
| 22/11/16               |   | P. GUÉGAN, Y. LOYER   |
| Date de publication et | * Étaient absents excusés (ayant remis pouvoir) :           | V. BERTHO, S. CHANCLU, T. GROLLEMUND, P. MAILLET, N. NAUDIN         |
| d'affichage : 05/12/16 | * Étaient absents non excusés (n'ayant pas remis pouvoir) : | B. MATEL  |
|                        | * Étaient également présents :                              | C. ILLIAQUER, J. FROGER, N. LE ROCH, R. ROSEMAIN, G. CLÉMENT (CCBI) |

## Délibération n° 16-201-U5

### ACCESSIBILITÉ DES ÉTABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC ET DES INSTALLATIONS OUVERTES AU PUBLIC : AUTORISATION DE TRANSMISSION DE L'AGENDA D'ACCESSIBILITÉ PROGRAMMÉE (Ad'AP)

L'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) est **obligatoire** pour tous les propriétaires ou exploitants d'établissements recevant du public (ERP) qui ne respecteraient pas leurs obligations d'accessibilité au 31 décembre 2014. Il apporte un cadre juridique sécurisé mais s'accompagne d'un **calendrier précis et d'un engagement financier**.

Il est le seul moyen pour être en accord avec la loi pour ceux qui n'ont pas satisfait aux obligations de la loi, après le 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le projet d'Ad'AP doit être **validé par le préfet**. Cette validation permettra ainsi d'entériner l'échéancier pour la mise en accessibilité. Le dispositif comportera des points de contrôle réguliers et une validation à son terme.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, autorise le président à transmettre à Monsieur le Préfet du Morbihan l'Agenda d'Accessibilité Programmée (Ad'AP) de la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer. L'Ad'AP sera annexé à cette délibération.



# Annexe à la délibération n° 16-201-U5

| NUMERO | SITE AFFECTE   | BATIMENT   | ETAT         | COUT/CE    | ERP (Y/N) | CLASSIFICATION (S1/S2/S3/S4) | Accessibilité de voirie (0/1/2/3) en % | Travaux programmés              | Budget engagé en 2016 | Budget révisé à engager | Demande de dérogation | Type de travaux envisagés  | Accessibilité à l'échelle maximale en % | REMARQUES  |                        |
|--------|--|--|--------------|------------|-----------|------------------------------|--|---------------------------------|-----------------------|-------------------------|-----------------------|--|---|--|------------------------|
| 1      | Coopérative<br>Touche impasse - 58300 LE PALAIS                                    | Salle d'attente<br><br>Plateforme commerciale                      | Propriétaire | 828 48 000 | O         | S1                           | 80,00%                                 | Service<br>2017                 | 0 000 €               | 280 000 000 €           | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 | Travaux programmés 2017 - 2018 et 2019 €   |                        |
| 2      | Auberge<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                                   | Accueil client   | Propriétaire | 80 000     | O         | S1                           | 70%                                    | Adaptation                      | 0 000 €               | 30 000 000 €            | EPN                   | Amélioration de l'accessibilité<br>Régulation de la température<br>Sécurité incendie | 100,00%                                 |  |                        |
|        |  | Logement collectif   |              | 70 000     | N         | S2                           | 80%                                    | EPN                             | EPN                   | 0 000 €                 | 0 000 €               | EPN  | EPN                                     | EPN  |                        |
|        |  | Hébergement collectif - services sociaux et services à la personne |              | 80 000     | N         | S2                           | 100,00%                                | EPN                             | EPN                   | 0 000 €                 | 0 000 €               | EPN  | EPN                                     | EPN  |                        |
|        |  | Hébergement collectif - services sociaux et services à la personne |              | 80 000     | N         | S2                           | 100,00%                                | EPN                             | EPN                   | 0 000 €                 | 0 000 €               | EPN  | EPN                                     | EPN  |                        |
|        |  | Hébergement collectif  |              | 80 000     | O         | S1                           | 100,00%                                | EPN                             | EPN                   | 0 000 €                 | 0 000 €               | EPN  | EPN                                     | EPN  |                        |
| 3      | Objet de la commune de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS         |  | Propriétaire | 80 000     | O         | S1                           | 80,00%                                 | Adaptation                      | 0 000 €               | -10 000 000 €           | EPN                   | Service de maintenance   | 100,00%                                 | La Plateforme est une extension de la commune de la commune. Pour cela, il est nécessaire de réaliser les travaux de maintenance de la plateforme. |                        |
| 4      | Centre de services<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                        |  | Propriétaire | 1 200 000  | N         | S1                           | 100,00%                                | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   |  | 100,00%                                 | Service de maintenance   |                        |
| 5      | Passage des résidents<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                     |  | Propriétaire | 700 000    | O         | S1                           | 80,00%                                 | Adaptation                      | 0 000 €               | 280 000 000 €           | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 | Service de maintenance   |                        |
| 6      | Crèche<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                                    |  | Propriétaire | 1 000 000  | O         | S1                           | 80,00%                                 | Adaptation                      | 0 000 €               | 18 000 000 €            | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 |  |                        |
| 7      | Complexe sportif de la commune<br>Sous les Pins - 58300 LE PALAIS                  | Salle polyvalente  | Propriétaire | 2 000 000  | O         | S1                           | 80,00%                                 | Adaptation<br>2017-2018<br>2019 | 100 000 000 €         | 100 000 000 €           | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 |  |                        |
|        |  | Salle polyvalente  |              | 1 500 000  | O         | S1                           |  |                                 |                       |                         |                       |  |   |  |                        |
|        |  | Vestibule  |              | 200 000    | O         | S1                           |  |                                 |                       |                         |                       |  |   |  |                        |
|        |  | Alcôve   |              | 80 000     | O         | S1                           |  |                                 |                       |                         |                       |  |   |  |                        |
|        |  | Terrain de foot  |              | 20 000     | O         | S1                           |  |                                 |                       |                         |                       |  |   |  |                        |
| 8      | Chambre de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                     |  | Propriétaire | 1 500 000  | N         | S1                           | 100%                                   | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | Service de maintenance   |                        |
| 9      | Autres objets de la commune de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS |  | Propriétaire | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   | Service de maintenance |
| 10     | Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS  |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 100,00%                                | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   | Service de maintenance |
| 11     | Autres objets de la commune de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 100,00%                                | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   | Service de maintenance |
| 12     | Autres objets de la commune de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS |  | Locataire    | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   | Service de maintenance |
| 13     | SEP<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                                       | Maison de la commune   | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
|        |  | Salle  |              | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
|        |  | Bureau   |              | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
|        |  | Méridienne   |              | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 14     | Objet de la commune  |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 15     | Objet de la commune  |  | Propriétaire | 100 000    | O         | S1                           | 100,00%                                | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 16     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       |  | Locataire    | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 100 000 000 €           | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 |  |                        |
| 17     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       | Le Grand Parc  | Propriétaire | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | Service de maintenance<br>Service de nettoyage<br>Service de sécurité                | 100,00%                                 |  |                        |
|        |  | Parc de la commune   |              | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
|        |  | Parc de la commune   |              | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
|        |  | Parc de la commune   |              | 80 000     | O         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 18     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 19     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 20     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| 21     | Objet de la commune<br>Rue de Valenciennes - 58300 LE PALAIS                       |  | Propriétaire | 80 000     | N         | S1                           | 80%                                    | EPN                             | 0 000 €               | 0 000 €                 | EPN                   | EPN  | EPN                                     | 100%   |                        |
| Total  |  |  |              |            |           |                              |  |                                 | 100 000 000 €         | 100 000 000 €           |                       |  |   |  |                        |

## Délibération n° 16-202-O1

### SITE DE L'ANCIENNE USINE D'EAU À BORDILLA : RETOUR DU BIEN ET DÉMANTÈLEMENT DES ÉQUIPEMENTS

Le site de Bordilla n'étant plus utilisé, conformément à l'affectation prévue, et ne présentant plus d'intérêt dans le schéma d'approvisionnement en eau de Belle-Île, le syndicat départemental « Eau du Morbihan » envisage de la sortir de son patrimoine. Pour rappel, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, et dans le cadre du transfert de la compétence « Eau », le patrimoine foncier et bâti du site de l'ancienne usine d'eau appartient au syndicat. L'usine de Bordilla a définitivement arrêté son exploitation durant l'année 2014.

Le syndicat a proposé à la CCBI une reprise du site, par courrier du 22 janvier 2016, reçu le 9 février 2016 à la CCBI. Après s'être rendus sur place le 29 avril 2016, les élus, membres du groupe de travail, ont proposé de reprendre le site. Le conseil communautaire le 2 mai 2016, à l'unanimité, a dit son intérêt par la reprise complète du site (foncier et bâtiments existants), sous réserve qu'en cas de pollution, les bâtiments et le sol soient dépollués. Il faut donc maintenant que la communauté de communes délibère pour autoriser Eau du Morbihan à procéder au démantèlement des équipements aux frais d'Eau du Morbihan et acte du retour gratuit du bien (conformément à l'article L.2123-3 du CG3P). Cette délibération permettra à Eau du Morbihan d'obtenir les autorisations d'urbanisme nécessaires à la réalisation des travaux. Concomitamment, Eau du Morbihan délibéra sur les mêmes termes. Afin d'entériner le retour gratuit du site à la CCBI, il conviendra ensuite de procéder à la régularisation comptable.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire, à l'unanimité, autorise le syndicat départemental, Eau du Morbihan, à procéder à ses frais au démantèlement des équipements sis sur le site de l'ancienne usine d'eau à Bordilla sur la commune de Le Palais et acte du retour gratuit du bien à la Communauté de Communes de Belle-Île-en-Mer (conformément à l'article L.2123-3 du CG3P).

*Pour extrait conforme*